

POUR UN URBANISME DE TOLÉRANCE

CRITIQUE DE LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Carlos B. Vainer

Notre réflexion sur le thème de la Ville Tolérante ou, si l'on préfère, des relations entre la ville contemporaine et le défi qui lui est lancé par l'intolérance croissante, a été conduite sur trois plans. Sur le premier, nous cherchons à retrouver rapidement chez deux classiques, Wirth et Simmel, fondateurs d'une réflexion sociologique spécifique sur la ville, comment a été traitée la question de la diversité et de la tolérance urbaines. Sur le second, nous énumérons synthétiquement certaines des principales caractéristiques de l'urbanisme contemporain, compris aussi bien en tant que pratique que comme projet pour la ville. En dernier lieu, nous cherchons à réfléchir sur les fondements possibles d'une utopie urbaine qui placerait la ville tolérante parmi ses objectifs.

Ville : diversité, tolérance et compétition

Depuis l'Antiquité, moment où nous voyons surgir la pratique et l'image de la ville, nous trouvons des vécus et des représentations de la diversité et de la rencontre du divers. Fustel de Coulanges, déjà, soulignait que les deux termes *civitas* (cité) et *urbs* (ville) évoquent, chacun à sa manière, la rencontre, la réunion.

« Cité et ville n'étaient pas des mots synonymes dans le monde antique. La cité était l'*association* religieuse et politique des familles et des tribus; l'*urbs*, le lieu de *réunion*, le domicile, et surtout le sanctuaire de cette *société* » (Fustel de Coulanges, 1975, p. 106, souligné par nous).

Le rituel suivi par Romulus et ses compagnons dans l'acte de fondation de Rome, suprême symbole de la ville antique, illustre très bien cette construction de la ville en tant que lieu de la rencontre entre des hommes venus de terres différentes; c'est ainsi que, après avoir creusé un petit fossé circulaire, le roi « y jette la motte de terre qu'il avait apportée de la ville d'Albe. Ensuite, chacun de ses compagnons s'approche et lance à son tour, comme Romulus l'avait fait, un peu de la terre rapportée de son pays d'origine... » (Fustel de Coulanges, 1975, p. 107-108). Après avoir épandu, sur le site de la ville à naître, de la terre dans laquelle leurs ancêtres étaient enterrés, ils pourront tous alors prendre Rome comme terre patrie, puisque dans les fondations

de la nouvelle ville se trouve désormais de la terre de leurs pères. En vérité, plus que la rencontre de ces hommes, la fondation de la ville célèbre la réunion (le pacte, l'association) de leurs familles, de leurs lignées et de leurs ancêtres.

La ville moderne, qui naît comme espace idéal et idéalisé de la liberté – en opposition à l'asservissement des hommes de la campagne – est, elle aussi, lieu



La passion olympique

de rencontre. Au fil des ans, des décennies, des siècles, des hommes et des femmes ont pris la direction de cette ville, en quête de manières de vivre moins oppressives. La longue et tortueuse construction de la

Les Annales de la Recherche Urbaine n° 80-81, 0180-930-XII-98/80-81/1977 © METL.

modernité peut être vue comme un inexorable processus d'urbanisation.

Si Rome peut être considérée comme l'image la plus achevée de la ville antique, ce sont certainement les États-Unis et leurs villes qui symbolisent le mieux le processus d'urbanisation – compris en tant que processus d'instauration, dissémination et accroissement des villes – qui marque l'émergence et le développement du capitalisme. Quelle est, alors, la marque distinctive des habitants de ces villes ?

«L'une des principales caractéristiques de l'habitant des villes est sa dissemblance vis-à-vis de ses concitoyens. Jamais auparavant autant de peuples aux traits divers, comme c'est le cas dans nos villes, n'ont été agglomérés et mis physiquement en contact de manière aussi étroite que dans les grandes villes de l'Amérique» (Wirth, 1973, p. 108).

En réunissant des hommes et des femmes venus de toutes parts, cet urbanisme, qui s'impose comme nouveau mode de vie, suscite la constitution d'une sociologie urbaine qui donne de la ville une définition sans équivoque :

«À des fins sociologiques, une ville peut être définie comme un noyau relativement grand, dense et permanent, d'*individus socialement hétérogènes*» (Wirth, 1973, p. 96 – souligné par nous).

Ou encore :

«Le problème principal du sociologue de la ville est de découvrir les formes d'action et d'organisation sociale qui émergent dans des groupements compacts, relativement permanents, d'un grand nombre d'*individus hétérogènes*» (Wirth, 1973, p. 97 – souligné par nous).

En réunissant des individus hétérogènes, et non point des familles ou lignées, la ville reste fidèle à sa caractéristique originelle : lieu de rencontre de la diversité.

Pour la sociologie urbaine de l'École de Chicago, la dimension, la densité et l'hétérogénéité apparaissent donc comme des variables clefs, qui interagissent dans la qualification du phénomène urbain. D'un côté, plus la population d'une agglomération est nombreuse, et plus sa composition tendra à être hétérogène ; d'un autre côté, plus forte la densité, et plus grande la probabilité de rencontre entre groupes et individus hétérogènes.

Si telle est la ville, et si tel est l'environnement dans lequel sont placés les citoyens, l'urbanisme, comme mode de vie, impose l'apprentissage de la (co) existence avec le différent et, par conséquent, exige la tolérance. Si la différence/hétérogénéité est la qualité même qui définit la ville, le citoyen est par définition l'individu tolérant. Le contact continu avec «des personnalités et des modes de vie divergents tend à produire une perspective relativiste et un *sens de la tolérance aux différences*» (Wirth, 1973, p. 103 – souligné par nous).

Relativisme culturel, perspectivisme, tolérance... Serions-nous devant une optimiste naïveté qui aurait prétendu voir, dans les ghettos urbains américains de la

première moitié de ce siècle, le présage de la métropole politiquement correcte ? En fait la grande ville est plus complexe... et la sociologie urbaine moins naïve. La lecture attentive du texte de Wirth enseigne que la ville «non seulement a *toléré*, mais elle a récompensé les différences individuelles. Elle a réuni des peuples des confins de la terre parce qu'ils *sont différents et pour cela utiles les uns aux autres*» (Wirth, 1973, p. 98 – souligné par nous).

Nous voyons alors que la tolérance, loin d'avoir chez Wirth le sens courant de valeur morale en soi, apparaît comme un attribut qui permet de considérer l'hétérogénéité comme un élément actif et fonctionnel : la ville *tolère* l'hétérogénéité pour son utilité. Cette tolérance pragmatique, ou ce pragmatisme tolérant, qui permet d'insérer l'hétérogénéité dans une perspective utilitariste, a peu de choses à voir avec ce qui serait l'existence partagée de la multiplicité et de la richesse procurée par le contact (l'échange) interculturel. La tolérance, dans ce contexte, n'est pas l'intérêt actif porté à l'autre, elle est avant tout son contraire, c'est-à-dire *indifférence*. Cela est dit de manière explicite : les grandes villes, et les villes américaines tout d'abord, «sont formées d'une gamme hétérogène de peuples et de cultures, de modes de vie hautement différenciés entre lesquels il existe seulement un *minimum de communication, la plus grande indifférence et la plus grande tolérance*» (Wirth, 1973, p. 108 – souligné par nous).

Dans le sillage de Simmel, Wirth va chercher le terme français *blasé* pour qualifier la disposition mentale et le comportement des citoyens : la promiscuité physique que favorise l'agglomération dense de personnes, de différences, de modes de vie et de cultures, s'accompagne d'une grande distance sociale, distance que le comportement *blasé*, la réserve, l'indifférence, aident à préserver. Cela explique pourquoi «les contacts en ville peuvent être en vérité face à face, mais ils sont, néanmoins, impersonnels, superficiels, transitoires et segmentaires» (Wirth, 1973, p. 101).

Assurément, la tolérance dont il s'agit ici n'est pas l'attitude mentale qui valorise ce qui est spécifique à chaque groupe de la mosaïque urbaine ; il s'agit surtout d'un mécanisme qui préserve l'habitant de la grande ville des perpétuels face à face imposés par et dans la vie métropolitaine. Chez Simmel, plus que chez Wirth, l'indifférence et l'air *blasé*, véritable seconde nature (mentale) du citoyen (et du métropolitain surtout), représenteraient des mécanismes de défense grâce auxquels il serait possible de maintenir l'équilibre nerveux, constamment menacé par la surexposition à des contacts, des stimuli, des situations et des contextes changeants. La barrière opposée à l'excès et à la succession accélérée d'images et d'expériences, associées à la multiplicité, à la densité et à l'hétérogénéité des choses et des personnes, provoque «l'incapacité de réagir à de nouvelles sensations avec l'énergie appropriée» (Simmel, 1973, p. 16) et de cette manière, aide à

maintenir l'équilibre... même si c'est au prix d'une indifférence croissante.

Mais Simmel, qui se montre bien plus profond que ses disciples de Chicago, va au-delà :

« L'essence de l'attitude blasée consiste en l'affaiblissement de la capacité de discriminer. Cela ne signifie pas que les objets ne soient pas perçus [...] mais d'abord que la signification et les valeurs différentielles des choses, et de là les choses elles-mêmes [et nous pourrions rajouter ici, les personnes – CBV], sont expérimentées comme dénuées de substance. Elles se présentent à la personne blasée sous une tonalité uniformément lisse et opaque [...] *Cet état d'esprit est le fidèle reflet subjectif de l'économie de l'argent entièrement intériorisée* » (Simmel, 1973, p. 16 – souligné par nous).

Nous sommes donc loin d'une vision indulgente de la réalité du citadin et du métropolitain. Au contraire, Simmel prévient que leur disposition mentale pour la tolérance, je veux dire, pour l'intolérance, repose plus sur la méconnaissance que sur la reconnaissance de la différence (« l'affaiblissement du pouvoir de discriminer »).

D'un autre côté, chez Simmel, à la différence de Wirth, ce ne sont pas seulement, ni même principalement, les facteurs écologiques (la dimension, la densité, l'hétérogénéité) qui expliquent cette façon d'être et de vivre. Car en fin de compte, l'indifférence est, de façon directe et immédiate, l'argent transformé en nature humaine, ou si l'on préfère, le résultat subjectif des relations objectives fondées sur l'argent. Équivalent général, l'argent transforme toutes les qualités en quantités et, dans ce sens, fonde objectivement l'indifférence aux choses (et aux autres) qui constitue le trait caractéristique de la subjectivité métropolitaine. Cela peut paraître du Marx, mais cela se trouve chez Simmel :

« L'argent se réfère uniquement à ce qui est commun à tout : il s'intéresse à la valeur d'échange, réduit toute qualité et individualité à la question : combien ? Tandis que toutes les relations intimes entre les personnes sont fondées sur son individualité, dans les relations rationnelles, on travaille avec l'homme comme s'il s'agissait d'un numéro, d'un élément qui en soi-même est indifférent » (Simmel, 1973, 13).

Nous ne sommes pas seulement dans un espace écologique caractérisé par la dimension, la densité et l'hétérogénéité ; nous sommes aussi, et principalement, sous le royaume de l'argent, dans l'espace économique et social dominé par le marché. La proximité écologique peut signifier, et maintes fois signifie, la distance sociale et émotionnelle. La réserve, qui fait de nos propres voisins de complets inconnus, « aux yeux des gens de la petite ville, nous fait paraître froids et inhumains » (Simmel, 1973, p. 17). Et comme cet ensemble de processus psychosociaux se produit sous l'égide de l'argent, dans le monde du marché et de la compétition économique et sociale, « l'aspect intérieur de cette réserve extérieure n'est pas seulement l'indifférence,

mais, plus fréquemment que ce dont nous rendons compte, une légère *aversion, une étrangeté et répulsion mutuelles* » (Simmel, 1973, p. 17).

La conquête de la liberté que procure la ville, l'explosion de l'individualité et la fréquentation de la diversité, ne réalisent pas la communion d'hommes qui se reconnaissent, se valorisent et se fécondent mutuellement de par leurs différences. Dans le regard relativement pessimiste de Simmel, auquel une certaine nostalgie d'un monde aux relations interpersonnelles plus intimes et affectives n'est pas totalement étrangère, l'hégémonie de l'argent et du marché impose un



Salut au photographe, favela de la Rocinha

processus de rationalisation qui finit par disqualifier la différence – après tout, l'unique valeur est la valeur d'échange.

Dans l'univers mercantile mû par la compétition, la différence en vient à être recherchée comme un avantage compétitif : une sorte de darwinisme délibéré, où chaque concurrent cherche à engendrer des différences adaptatives qui le mettent en position favorable. « C'est un fait décisif que la vie de la ville a transformé la lutte contre la nature pour la vie en une lutte entre les hommes pour le profit... » (Simmel, 1973, p. 22).

Placé dans un environnement dans lequel tout est l'œuvre de l'homme lui-même et duquel la nature a pour ainsi dire été expulsée, l'homme se comporte selon ce qui est supposé être la vraie loi (naturelle) de la jungle : la guerre de tous contre tous. La rencontre est confrontation tendue et permanente.

Ville du marché, marché de villes : les nouvelles citadelles

N'importe quelle lecture, même superficielle, des discours politiques et techniques qui dominent aujourd'hui le débat sur la réalité et le futur de nos villes, trouvera une quasi unanimité autour de quelques idées primaires :

a) le bon gouvernement d'une ville est fondé sur la recherche de la compétitivité, sur l'engagement à exploiter des *avantages comparatifs* qui qualifient la ville pour concourir avantageusement avec d'autres villes dans le marché global ;

b) pour se vendre sur le marché des villes, c'est-à-dire pour devenir attractive pour les capitaux qui circu-



Une ville où prendre ses aises

lent dans l'espace sans frontières du marché global, la ville doit offrir, au moindre coût possible, des infrastructures (particulièrement en communication et en transports), de la qualité de vie et un environnement favorable aux affaires ; les subventions de différentes sortes, les exonérations d'impôts, la cession gratuite de terrains, entre autres, sont des armes considérées comme normales dans cette guerre entre villes ;

c) la vente de la ville représente l'un des vecteurs principaux d'absolument n'importe quel projet urbain viable, et la production et la diffusion d'une image positive fait de la ville une marchandise comme n'importe quelle autre.

Bien que ce modèle de gestion urbaine soit largement développé aux États-Unis, à travers ce que Harvey a qualifié d'*entrepreneurialism* (Harvey, 1996)¹, il débarque chez nous, sous une forme plus sophistiquée, par l'intermédiaire de conseillers catalans qui s'appuient sur le succès de Barcelone et viennent vendre leur

*expertise*² aux municipalités brésiliennes. Sous le titre pompeux de « planification stratégique », ils ont aidé à traduire en stratégies urbaines la logique et la dynamique de l'accumulation flexible et globale. En réalité, le discours actuel de la planification stratégique se présente comme une systématisation de bon sens de ce qui se pratique de façon de plus en plus généralisée. Ainsi, par exemple, le constat de la concurrence entre villes se transforme en propositions :

« Les villes européennes sont en concurrence (comme des grandes entreprises) pour attirer des investissements et des technologies et, par conséquent, des entreprises multinationales qui soient capables de les transférer ».

« La mercatique de ville, vendre la ville, s'est ainsi transformée en l'une des fonctions fondamentales des gouvernements locaux » (Borja, Forn, 1996, p. 33).

Ce qui retient l'attention dans ce type de thématisation, c'est que la ville, pensée comme sujet à certains moments (comme dans la première des deux phrases ci-dessus), est immédiatement conçue comme objet/chose/marchandise (comme dans la deuxième citation). Cette confusion ou ambiguïté dévoile peut-être l'un des aspects les plus séducteurs, et en même temps les plus dangereux, de ce nouvel urbanisme, étant donné que chacun des usages dissimule, et simultanément affiche, la place de la ville dans le processus de globalisation, et tout autant la place de ce nouvel urbanisme dans cette reconfiguration objective et subjective de la ville.

D'un côté, bien sûr, la réduction de la ville à une chose ne laisse aucun doute : la ville n'est pas représentée comme *chose en soi*, mais clairement, comme *chose pour le capital*, *input* et espace de valorisation du capital. Et non pas du capital en général, du capital dans l'abstrait, mais d'une forme très précise et spécifique de capital : le capital transnational, le capital qui domine et oriente le processus de globalisation³.

À d'autres moments, de façon contradictoire, la ville apparaît comme sujet : « les villes sont en concurrence, les villes doivent, les villes veulent ». Élevées à la condition de protagonistes de la grande aventure de notre

1. Une vision générale, favorable comme il est de règle, de ce qui a été décrit comme une transposition des méthodes entrepreneuriales de planification et de gestion (stratégiques) vers le secteur public en général, et vers la gestion urbaine en particulier, peut être obtenue, entre autres, chez : Siembieda, 1994 ; Mintzenberg et Jorgensen, 1995 ; Bryson, 1988 ; Kotler *et al.*, 1994.

2. [En français dans le texte. N.d.T.]

3. Il est important d'observer que la proposition catalane, qui vise clairement à assujettir les villes à la compétition pour séduire et attirer le grand capital transnational globalisé (et globalisant), n'est pas la seule. Chez certains auteurs américains qui s'intéressent au même sujet, on trouve une position plus nuancée : il faut créer un environnement favorable pour les affaires en général. Pour Porter, par exemple, « le gouvernement doit déplacer son centre d'intérêts et d'intervention directs vers la création d'un environnement favorable aux affaires » (Porter, 1995, p. 68). Kotler *et al.* (1994) attirent l'attention sur la nécessité pour chaque ville de voir sur quel marché elle a de plus grandes chances de réussite concurrentielle, et ils critiquent ceux qui pensent qu'il n'y a qu'un mode et un seul d'insertion des villes sur le marché.

temps (Borja, Forn, 1996, p. 36), les villes invitent leurs citoyens, unis dans la compétition contre les autres villes, à s'investir dans un nouveau « patriotisme urbain ». Et la définition même d'un « projet de ville mobilisateur des ressources, des énergies et des rêves » rend nécessaire « l'engendrement d'un patriotisme urbain qui permette à ses dirigeants, à ses acteurs et à l'ensemble des citoyens de prendre en charge avec fierté son passé et son futur » (Borja, Forn, 1996, p. 46). Un gouvernement urbain fort, charismatique, stable, devient indispensable pour que cette mobilisation unifiée et unificatrice se concrétise, dans laquelle la population des citoyens (!?) partage les rêves, célèbre le même passé, imagine le même futur et suit les mêmes chefs.

La transformation de la ville en sujet est fondamentale pour la subsumation de l'ensemble des citoyens dans une entité supérieure qui les inclut tous et les incarne. Il n'est pas besoin d'être très perspicace pour déceler dans le « patriotisme urbain » la facette intérieure du marketing : marketing externe pour vendre la ville sur le marché globalisé des villes, marketing interne pour vendre aux citadins (unification de la ville) le projet stratégique de leur aménagement. Sous l'unité enfin reconquise, nous voyons que sont enterrés (pour toujours ? partout ?) la reconnaissance et la valorisation de l'hétérogénéité constitutive des villes⁴. Car à quoi le patriotisme a-t-il servi dans le passé et à quoi servira-t-il dans le futur, sinon à réaliser cette opération idéologique, transformer la différence en identité, la confrontation en unité, l'antagonisme en harmonie ?

La ville compétitive est ville amicale pour le grand capital, globalisé, flexibilisé, fluide. Bien que cela dépasse l'objectif de cet essai, il n'est pas possible de ne pas évoquer le fait que l'effort que chaque ville particulière consacre à se doter de structures d'accès et de communications, d'infrastructures et de services avancés, d'environnements sophistiqués qui reproduisent le goût et le modèle de consommation de segments sociaux déterminés, eux aussi globalisés, etc., finit par généraliser certaines aménités et externalités qui, en raison même de leur généralisation, perdent tout pouvoir d'attraction. En d'autres termes, la concurrence entre les villes, sous la forme qu'elle a prise d'une lutte pour l'attraction des capitaux, finit par avoir pour résultat la minimisation des coûts de circulation et de relocalisation des entreprises et des capitaux, se transformant ainsi en une contribution (publique) importante au processus lui-même de globalisation et de délocalisation.

Bien qu'elle ne cesse de rappeler son attachement au lieu et à ses spécificités, la planification stratégique, de connivence avec l'urbanisme postmoderne, égalise et homogénéise l'espace⁵. Le vrai vainqueur de la compétition dans laquelle les villes sont lancées n'est pas l'une quelconque d'entre elles, mais bien le capital délocalisé, fluide, qui, dans ce processus, dispose d'un nombre chaque fois plus grand de villes offrant des conditions

de localisation adéquates, subjectives et objectives, qui vont bien au-delà des bénéfices retirés et des mises à disposition gratuites.

Et si nous jetions un œil à l'intérieur des villes engagées dans ce processus ? Ce que les études ont montré, même les moins critiques, est la croissance des inégalités et des processus de segmentation socio-spatiale à l'intérieur des villes. Chômage, précarisation de l'emploi, coupes dans les investissements sociaux, priorité accordée aux dépenses publiques destinées à attirer les investissements et les capitaux externes, violence urbaine, voilà le tableau urbain dans lequel se sont lancées, chacune à sa façon, la plupart des grandes villes.

Quoiqu'à des échelles et des rythmes différents et, surtout, partant de niveaux peu comparables, dans toutes les villes nous avons observé l'approfondissement des inégalités et la construction d'obstacles croissants à la circulation et au contact entre groupes sociaux différenciés. Les copropriétés fermées, les espaces commerciaux fermés, les parcs fermés, les grilles et les murs sont la métaphore inversée d'un monde globalisé qui s'affirme chaque fois plus dépourvu de frontières, et qui a fait de la chute d'un mur – celui de Berlin – son emblème.

Les murs, concrets ou symboliques, construits à l'intérieur des villes, ne sont qu'une partie de la véritable muraille de Chine qui est en cours de construction autour des villes. La fermeture interne des espaces urbains se prolonge et se projette sur la fermeture externe de la ville : fermeture à l'immigrant, à l'étranger. Et nous ne faisons pas seulement référence à l'avancée connue des racismes et des chauvinismes dans les pays centraux, mais à l'évolution de politiques gouvernementales actives dirigées contre l'entrée et le séjour des étrangers.

Ainsi, alors qu'en 1976, seulement 6,4 % des pays consultés par l'ONU reconnaissaient avoir des politiques destinées à réduire les niveaux d'immigration (United Nations, 1989, p. 369), en 1995, pas moins de 83 % disaient s'activer pour interrompre (73 %) ou réduire (10 %) l'entrée d'étrangers (United Nations, 1995, p. 31). Et, signe de ce que la cible de ces poli-

4. A la limite, l'hétérogénéité sera reconnue comme valeur chaque fois qu'elle démontrera qu'elle a une valeur commerciale sur un marché profitable – touristique, des foires et conventions, etc. Dans ces cas, comme cela est notoire pour ce qui est du tourisme, la différence est consommée sous la forme de l'exotisme, du stéréotype destructeur lui aussi de la vitalité qui sous-tend l'hétérogénéité.

5. Sous prétexte de valoriser ce qui est spécifique, et dans le sillage de la critique au modèle standardisé du modernisme, l'architecture et l'urbanisme ont produit un nouveau type de standardisation, entraînant la reproduction répétitive de certains types de projets comme des centres de commerce international, des téléports, des zones portuaires transformées en centres commerciaux et de loisirs, espaces de consommation normalisés selon les goûts et les modes de vie des classes moyennes et opulentes, etc. Pour décrire ce mouvement, M. Castells a forgé l'expression heureuse de la « standardisation du non standard ».

tiques actives (menées par des États nationaux qui affirment être de moins en moins interventionnistes, il n'est jamais inutile de le rappeler) ne se cantonne pas aux étrangers qui accourent vers les villes, mais inclut ceux qui y sont déjà installés, plus de 50 % des gouvernements déclarent avoir des politiques destinées à encourager le rapatriement des étrangers résidents (United Nations, 1995, p. 31) ⁶.

Le plus étonnant est que, d'une manière absolument analogue, nous avons constaté, à l'intérieur du territoire national brésilien lui-même, l'avancée de politiques de discrimination à l'encontre de migrants pauvres chez un nombre croissant de municipalités. En 1993, la revue *Veja* publiait un reportage où l'on évaluait à 50 % le nombre des mairies *gaúchas*⁷ à mener des actions concrètes destinées à empêcher d'entrer ou d'expulser des migrants pauvres (Vainer, 1996). Dans le Triângulo Mineiro, à l'intérieur des États de São Paulo, du Paraná et de Santa Catarina, le nombre des villes qui ferment leurs portes est également significatif.

Des citadelles⁸, et non plus des villes. Des citadelles constituées de bien d'autres citadelles à l'intérieur d'elles-mêmes. Ce qui est en danger, ce n'est pas seulement telle ou telle fraction des populations du Tiers-Monde, poursuivies et jetées hors des grandes villes du «Nord», ou bien telle ou telle portion des populations migrantes pauvres qui déambulent à travers le territoire national à la recherche de conditions minimales de subsistance. Nous ne sommes pas non plus en face d'une simple répétition, ou même d'un approfondissement, des modèles de ségrégation sociale dans l'espace qui depuis toujours ont caractérisé la ville bourgeoise. Ce qui est en danger, c'est la possibilité même de préserver la construction et l'expérience historique qui, plus que toute autre, caractérise l'espèce humaine : la ville.

Ville et tolérance : l'utopie possible contre le darwinisme urbain

À la différence de tous les animaux, nous dit Cassirer, l'homme ne vit pas directement dans un monde physique naturel. Cela signifie que les hommes et les animaux ne sont pas côte à côte, ou face à face, dans un même monde. Le monde humain est exclusivement propre à l'homme, car on y «rencontre une caractéristique nouvelle qui semble être la marque distinctive de la vie humaine» (Cassirer, 1994, p. 48). Cette marque distinctive est la capacité de symboliser⁹.

«Le cercle fonctionnel de l'homme n'est pas seulement plus grand quantitativement ; il est passé aussi par une transformation qualitative. L'homme découvre, pour ainsi dire, une nouvelle méthode pour s'adapter à son environnement. Entre le système récepteur et l'effectuateur, que l'on trouve dans toutes les espèces animales, on observe chez l'homme un troisième maillon que l'on peut décrire comme le système symbo-

lique. [...] Comparé à d'autres animaux, l'homme ne vit pas seulement dans une réalité plus large ; il vit, on pourrait dire, dans une nouvelle dimension de la réalité» (Cassirer, 1994, p. 48, souligné par l'auteur) ¹⁰.

À partir de cette formulation, il n'est pas difficile de penser la ville comme la plus grande métaphore créée par l'homme, au cours de l'histoire, de cette spécificité qui est sienne – l'animal qui vit dans un monde à part, dans un monde rien qu'à lui... dans un monde qui n'est pas le monde physique et naturel. Dans la ville, de toute évidence, l'homme n'est pas mis en face d'une quelconque nature : elle constitue, de façon claire et irréfutable, un monde humain. Monde d'objets (les choses), monde de besoins, de désirs, d'impulsions et de moyens autant pour exciter celles-ci que pour les satisfaire, ce monde est une invention humaine.

Dans la ville, plus que dans n'importe quel autre espace-temps, se vérifie l'affirmation de Cassirer selon laquelle l'homme «ne peut plus affronter immédiatement la réalité ; il ne peut la voir, pour ainsi, face à face. [...] Au lieu de s'affairer avec les choses elles-mêmes, l'homme, d'une certaine façon, est constamment en conversation avec lui-même» (Cassirer, 1994, p. 48).

Ceci permet de dire que non seulement la ville est le lieu de la rencontre entre les hommes, c'est-à-dire le lieu de la rencontre et de l'affirmation possible de la diversité de l'humanité. Créée par l'homme comme un monde spécifiquement humain, la ville est plus que cela encore : elle est le lieu de la rencontre de l'homme avec lui-même ; ou, si l'on préfère, le lieu de la rencontre de l'homme avec son humanité.

Véritable métaphore qui symbolise le monde (matériel et symbolique) créé par l'homme, la ville que nous avons devant nous est le résultat de l'histoire. Peut-être vaudrait-il mieux dire qu'elle signale, marque, enregistre un moment dans/de l'histoire – passage du passé vers le futur. En fonctionnant comme véritable témoignage de ce que l'histoire n'est pas le passé congelé et mystifié qu'agitent habituellement les patriotismes de tous genres, en s'offrant à une lecture qui permette de

6. Il est plus impressionnant encore, étant donné qu'il s'agit ici de statistiques, de constater qu'entre 1975 et 1995, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées involontairement est passé de 2,5 millions en 1975 à 23 millions en 1993 et 27 millions en 1995 (Vainer, 1996 ; Prencipe, 1996).

7. [De l'État du Rio Grande do Sul. N.d.T.]

8. Selon le dictionnaire Aurélio : « 1. Forteresse pour la défense d'une ville. 2. Par ext. Lieu où il est possible d'établir une défense. ».

9. « La création de signification est la qualité distinctive et constituante de l'homme – l'« essence humaine » d'un vieux discours –, de sorte que les relations entre les hommes, ainsi qu'entre eux et la nature, sont organisées par des processus d'évaluation et de signification différentielles. » (Sahlins, 1976, p. 133).

10. Dans sa polémique avec la pensée de Marx, extraordinairement riche et profonde, Sahlins souligne qu'il a manqué à Marx la perception que « les hommes commencent en tant qu'hommes, par opposition aux autres animaux, précisément lorsqu'ils ont une connaissance empirique du monde comme concept (de façon symbolique) » (Sahlins, 1976, p. 181).

remémorer les conflits et les révoltes, les célébrations et les massacres, la ville affirme l'histoire comme transformation. Et en faisant cela, elle indique la possibilité du futur. Et ici, une fois de plus, la ville réitère l'humanité de l'homme, étant donné que, parmi tous les animaux, il est l'unique à avoir un futur : « Penser à l'avenir et vivre dans l'avenir est une partie nécessaire de sa nature » (Cassirer, 1994, p. 92).

Ainsi, ce n'est pas seulement, pour utiliser une expression chère à Lefebvre, en tant qu'*œuvre* (déjà réalisée) que la ville s'affirme comme espace-temps incontestable de la rencontre de l'homme avec soi-même et avec son histoire. C'est aussi, et peut-être surtout par le fait que ses différents caractères et spécificités, de même que la dynamique sociale dont elle est porteuse, rendent possible le futur. Et un futur qui « n'est pas seulement une image », mais qui « devient un idéal » (Cassirer, 1994, p. 93). En s'affirmant en tant qu'invention humaine, la ville récuse toute naturalisation. L'injustice, l'inégalité, la ségrégation qui la caractérisent ne sont pas imposées par une quelconque nature, fût-ce la nature humaine : ce sont des processus sociaux, historiquement institués et, en conséquence, historiquement surmontables. En tant que morphologie (matérielle) et représentation (symbolique) de notre société, la ville dénonce la barbarie contemporaine et l'intolérance post-moderne qui caractérisent cette fin de siècle, mais simultanément elle génère des sujets sociaux et des pratiques capables de construire un urbain dans lequel le droit à la ville – pour utiliser une autre expression lefebvrienne – serait une condition d'existence.

Là où les utopies furent imaginées, elles prirent presque toujours la forme d'une ville idéale. Serait-ce un hasard ? Certainement pas. Toute utopie célèbre, d'une manière ou d'une autre, la rencontre des hommes,

entre eux et avec leur propre humanité. Une rencontre où la différence n'est pas inégalité, où la tolérance n'est pas indifférence, où l'histoire n'est pas fétiche, où l'avenir n'est pas la répétition *réaliste* du présent.

Pour certains, l'Utopie est une fuite infantile devant les processus réels, une inutilité qui ne fait qu'empêcher l'action et la réalisation du possible. Nous préférons rester avec Cassirer, pour lequel

« La grande mission de l'Utopie est d'ouvrir un passage vers le possible, au sens d'opposé à un acquiescement passif à l'état présent réel des choses. Elle est la pensée symbolique qui surmonte l'inertie naturelle de l'homme et lui confère une nouvelle capacité, la capacité de reformuler constamment son univers humain » (Cassirer, 1994, p. 104).

Dans ces conditions, l'utopie d'une ville juste et tolérante est fondamentale, pourvu qu'elle soit accompagnée de deux exercices continuels : l'exercice de la critique, théorique et pratique, des processus concrets – sociaux, économiques et politiques – qui engendrent et reproduisent la ville injuste et intolérante ; l'exercice de l'existence non programmée de la célébration et de la fête, où des rencontres authentiques se révèlent irréductibles au simulacre de la mise en scène spectaculaire qu'affectionne tant le marketing urbain. Finalement, il ne sera même pas possible de faire le premier pas sans le rejet et le dépassement d'un certain genre de réalisme qui est devenu l'alibi de la nouvelle manière de planifier et d'administrer la ville, et qui instaure comme la règle et le modèle de la ville, de ses relations internes et externes, la simulation publicitaire de la rencontre, la compétition et le néodarwinisme urbain.

Carlos B. Vainer

Traduit du portugais par Georges Knaebel

> **Carlos B. Vainer**, sociologue, est Docteur en développement économique et social de l'université Paris I. Il est actuellement professeur à l'Institut de recherche et de planification urbaines et régionales (IPPUR) de l'université fédérale de Rio de Janeiro. Ses principaux champs de recherche et de travail sont : les politiques migratoires, la régularisation foncière, les impacts sociaux et environnementaux des grands projets, les nouveaux régionalismes et les conflits sur l'environnement, les modèles émergents de planification urbaine et de planification stratégique. Il a publié, en collaboration avec G. B. Araujo : Grand projets hydroélectriques et développement régional. La publication de cet article s'inscrit dans la coopération entre les Cahiers de l'IPPUR et les Annales de la recherche urbaine.